

## Négociations Nationales Conditions de Travail - GPEC Salaires 2012 : suite et fin... d'un monologue !!

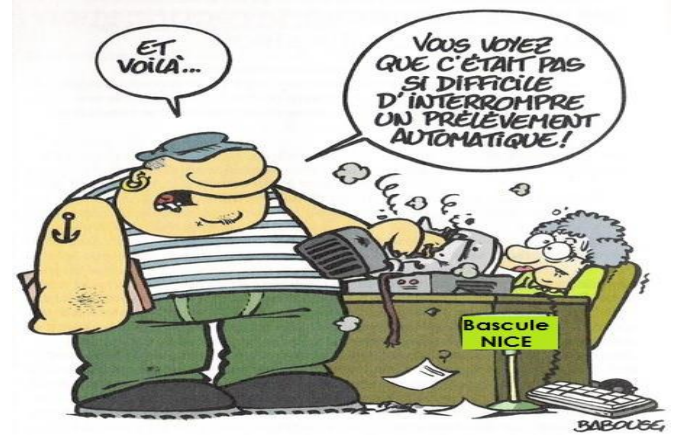
En octobre, les conditions de travail étaient à l'ordre du jour au travers de l'examen du suivi statistique des incivilités et la reconduction d'une version améliorée des accords arrivant à échéance.

⇒ **Le nombre d'incivilités déclarées augmente :**

- Pour 2011 : 2302 actes relevés soit une augmentation de 30% par rapport à 2010
- Pour 2012 : déjà 1236 actes recensés en juin et la bascule NICE à CADIF n'a pas arrangé les choses !!
- Les incivilités entre collègues deviennent fréquentes

« La CGT, force de proposition, a demandé la mise à disposition dans toutes les agences d'un livre de doléances clients qui permettrait d'identifier la source des incivilités.

Concernant les incivilités entre collègues, la CGT a alerté : elles sont dues à des conditions de travail dégradées, aux méthodes de management et à l'introduction, dans toutes les CR, de la REC individuelle qui va amplifier ce mouvement. En effet, les salariés qui ne maîtrisent pas tout à fait leur emploi du temps, peuvent voir des collègues réaliser à leur compte des



opérations qu'ils avaient initiées provoquant ainsi des situations conflictuelles. Cette déclaration de la part de la CGT aurait pour conséquence de placer l'employeur en situation de faute inexcusable en cas d'accident relatif à cette situation.

⇒ **Pour ce qui concerne la reconduction des accords conditions de travail et GPEC :**

" La C G T (signataire d'un accord conditions de travail) a un grand regret de voir trop de C R trainer les pieds pour appliquer cet accord et celles qui semblent bouger se limitent aujourd'hui à réaliser de nouvelles enquêtes auprès des salariés alors même que l'enquête nationale devait être suffisante. De plus nous regrettons que des CR participent à " des appels à projets" sur des thèmes précis alors que d autres, dans le même temps, font totalement l'inverse sur le même thème - exemple une caisse partage son expérience sur la rénovation de ses deux sites alors qu'une autre construit un site nouveau au lieu de rénover les deux anciens, construction il est vrai dans un lieu plus ensoleillé. »

*Mais au préalable la CGT avait planté le décor ...*

*Les incivilités ne sont ni le fruit du hasard, ni relatives à une quelconque mutation génétique !!*

### DECLARATION CGT du 18/10/2012

« Le projet de loi de ratification du traité Européen TSCG vient d'être adopté à l'Assemblée Nationale par une grande majorité de députés. Ils viennent ainsi d'avaliser l'acte fondateur de la présidence de Monsieur François HOLLANDE, initié et négocié par Monsieur Nicolas SARKOZY. Une fois le traité ratifié, c'est la rigueur instaurée sur tous les fronts et, sans nous étendre sur la longue liste, nous présageons que vous, dirigeants du Crédit Agricole, vous réjouissez des nouvelles mesures à venir, telle que « améliorer la compétitivité » avec, selon le quotidien le Monde du 3 octobre 2012, une éventuelle exonération supplémentaire de 40 milliards de cotisations patronales transférées très certainement vers la CSG donc sur les

travailleurs : salariés et retraités. Au Crédit Agricole, presque Coopératif Mutuel, vous pourrez encore en profiter : ceci permettra d'abaisser une nouvelle fois la masse salariale en améliorant au passage le coefficient d'exploitation qui, à notre connaissance, est le plus faible des grandes banques françaises, pourtant non coopératives.

Bref, notre collègue de Chevreux avait raison en disant que le Président n'aurait pas le choix entre la troïka au service des marchés et la communication électorale, son choix étant fait, il ne reste plus que le peuple dans la rue pour s'opposer aux mesures d'austérité.

Pour faire un parallèle avec notre belle Entreprise Coopérative Mutuelle, en cette année Internationale des

coopératives, formule reprise comme le modèle que défendra le prochain Congrès FNCA, nous craignons maintenant à la CGT du Crédit Agricole que, depuis trop longtemps, le ver soit dans le fruit et que **la conscience collective ne comprenne vos intentions jusqu'à ce que ne descendent enfin ensemble dans la rue clients, sociétaires et salariés, travailleurs, pour reprendre ce qui leur appartient : le pouvoir et l'argent.**

Qui pourrait croire encore aujourd'hui que le coopératif mode Groupama ou encore Crédit Agricole ne deviendrait plus qu'une vitrine de la communication, alors que les loups capitalistes, une minorité éclairée de dirigeants, éduqués bien loin de la démocratie réelle et des valeurs humanistes annoncées par le mutualisme, n'ait au contraire en tête que de s'approprier les richesses collectives pour leur satisfaction personnelle : actionnaires complices ?

Si rapidement nous faisons le point : depuis 15 ans nos Caisses excédentaires en collecte bilan sont devenues déficitaires, nos réserves d'or, que sont nos fonds propres, ont été sollicitées pour ne pas dire abusées pour des ambitions spéculatives, de développement à l'externe loin des fondamentaux voulus par nos aïeux, nos crédits amenés en garantie des marchés, demain une activité transférée aux emplois de collecte à nos filiales. Mais que restera-t-il de notre fond de commerce ?

Nous souhaitons vous rappeler, comme en concertation, **ce que représentent, seulement depuis 2006, les 20 milliards perdus par le Crédit Agricole. Ils représentent : approximativement 50 % des fonds propres du Groupe, 50 % des intérêts annuels de la dette qui justifie l'austérité engagée, 50 % du budget annuel de l'Education Nationale, 10 années de masse salariale pour les 65 000 salariés des Caisses régionales et enfin, à vue de nez, 10 fois le prix payé par les plus pauvres de nos clients en commissions d'intervention manuelles, ils sont sans emploi ou smicard, ils sont ceux volés qui, contraints, créent des incivilités...**

La liste est longue, nous voudrions néanmoins, et nous ne parlons qu'aux élus dirigeants responsables, que vous retrouviez enfin le bon sens que vous exposez pour entendre les travailleurs ouvriers, ceux qui vous font vivre, en abandonnant la voie édulcorée et

rassurante des communicants qui vous ont trompé depuis si longtemps avec :

- La Mutualisation de la CNCA
- La mise en place du véhicule coté,
- Le développement externe avec entre autre le rachat symbolique d'Emporiki qui coûtera encore la bagatelle de 2 milliards au Groupe,
- Les appels de fonds pour renflouer des pertes liées aux erreurs à répétition dont vous êtes responsables, ignorants ou complices.

Nous souhaitons à la CGT que vous montriez votre bonne volonté **en abandonnant tous les projets introduits dans votre politique de ruine du coopératif mutuel a-capitaliste, projets dissimulés, non dévoilés dans la stratégie des Entreprises comme le prévoit la GPEC, et responsables à la fois de l'appauvrissement des clients et de la dégradation continue des conditions de travail et de vie des salariés.** Ces deux sujets sont à l'ordre du jour de cette NEGOTIATION.

Nous prendrons comme simples exemples les projets en cours qui concernent les membres de la délégation CGT de ce jour tels que :

- Le projet de regroupement et délocalisation des sites de Saintes et Niort vers la Rochelle, en CMDS, contre l'avis de tous : Politiques, Clients, Sociétaires et Salariés...
- Le projet de réorganisation du réseau en CRCP avec en perspective une nouvelle réduction d'effectifs et une nouvelle dégradation du service à la clientèle contre l'avis de tous : Clients Sociétaires et Salariés...
- Puis nous n'oublierons pas, ce funeste projet Nice, destiné à *rendre le client autonome mais dépendant et facturé*, machine à détruire des milliers d'emplois au Crédit Agricole.

Alors vous pouvez toujours prôner le mode mutualiste, il ne s'agit que d'emballage parce que **la réalité de votre politique et ses conséquences sont : Chômage et précarité. Belle notion de l'humanisme et de la démocratie, vous défendez la dictature du capital !** Alors sans discernement de votre part, vous deviendrez simples humains mortels que vous êtes, les victimes d'une brutale révolution.»

## Salaires - suite et fin du monologue

Pour rappel, devant le tollé suscité en décembre dernier par l'insuffisance de la proposition patronale en matière salariale, certains se félicitent déjà du suivi de l'inflation (+1,93%) qu'ils avaient exigé et qui conduit la Direction à corriger sa misérable proposition unilatérale par un complément d'augmentation de 0.35% payé en novembre avec effet rétroactif depuis janvier. Pour ce qui concerne les calculs :

- la **RCE** représente en moyenne 72% de votre rémunération, elle augmente en 2012 de 1.4 % + 0.35 % = **1.75%**
- la **RCI** représente en moyenne 10,42% de votre rémunération, elle augmente en 2012 de **0.7%**
- pour 100€ gagné votre augmentation en 2012 sera de 1,33 € : pas tout à fait 20 € de plus pour un salaire de 1500 € net

**A vous d'en choisir le meilleur usage  
Les augmentations, elles, ne manquent pas...**

### BULLETIN D'ADHESION

Je souhaite défendre mes intérêts, mes conditions de vie et celles de ma famille en protégeant mon emploi, l'évolution de ma qualification et en améliorant mon salaire et mes conditions de travail. Je ne reste pas seul et isolé, je rejoins la **CGT** :

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Caisse Régionale ou entité : \_\_\_\_\_

Service / Unité : \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_

Ad mail : \_\_\_\_\_ @ \_\_\_\_\_

Contact local : \_\_\_\_\_

